CONSEIL DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

Séance du lundi 30 novembre 2015

PROCÈS-VERBAL

PRÉSENTS

M. Jean-François LEGARET,
M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON
M. Marc MUTTI, M. Nicolas MARTIN-LALANDE,
Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR,
M. Baptiste BOUSSARD,
Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE.

EXCUSÉE

Mme Martine FIGUEROA (donne pouvoir à M. Jean-François LEGARET).

* * * * *

La séance est ouverte à 18 heures sous la présidence de M. Jean-François LEGARET, Maire du 1^{er} Arrondissement.

* * * * *

Minute de silence à la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre.

M. Jean-François LEGARET demande à l'assemblée de se lever afin de rendre hommage aux victimes des attentats du vendredi 13 novembre. Paris a été ensanglanté, endeuillé par ces attentats terribles. Il précise qu'une minute de silence a été observée au Conseil de Paris, dans la dignité et dans l'unité, en hommage aux victimes, dont le nombre est d'une ampleur sans précédent. Jamais des attentats aussi sauvages n'ont été commis sur le sol français. M. LEGARET note que la réaction de la France est une réaction forte, et souhaite que le 1^{er} arrondissement soit à l'unisson de cette émotion et de cette dignité autour des valeurs de la République. En hommage aux victimes, mais aussi aux sauveteurs, aux policiers, aux pompiers, aux bénévoles qui sont intervenus sur le théâtre de ce terrible drame, et en pensant aux blessés dont certains luttent encore pour la vie dans les hôpitaux, en pensant naturellement à ce qui fait la beauté, la jeunesse, la joie de vivre de Paris qui doit surmonter toutes ces épreuves, M. LEGARET propose que le Conseil s'arrête une minute dans l'union et le silence.

Accueil de Mme Françoise FILOCHE au sein du Conseil, en remplacement de M. Laurent SAIAG.

M. LEGARET annonce une modification dans la composition du Conseil, M. Laurent SAIAG ayant présenté sa démission pour des raisons personnelles. Mme Françoise FILOCHE est accueillie ce soir au sein du Conseil. M. LEGARET lui souhaite la bienvenue.

Mme Catherine MATHON rappelle qu'elles font toutes deux partie depuis quelques années du Conseil de quartier des Halles. Mme FILOCHE y a organisé avec son groupe de travail la manifestation culturelle « Arts en Premier », très appréciée. Mme MATHON ne doute pas que leur relation courtoise se poursuive dans ce Conseil, malgré quelques avis divergents potentiels.

Mme Françoise FILOCHE exprime son contentement d'entrer au Conseil d'arrondissement. Elle ajoute bien connaître le fonctionnement de ce Conseil, y assistant régulièrement depuis 10 ans, et remercie les membres de leur accueil.

Désignation des secrétaires de séance

Le Conseil d'arrondissement désigne à l'unanimité, sur proposition de M. Jean-François LEGARET, M. Nicolas MARTIN-LALANDE et Mme Françoise FILOCHE, en qualité de secrétaires de séance.

Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil du 1^{er} arrondissement du 2 novembre 2015

M. Jean-François LEGARET demande si ce procès-verbal appelle des observations.

Mme Catherine TRONCA propose une modification à son vœu présenté avec M. SAIAG à propos des opérations de contrôle des logements identifiés comme meublés touristiques. Elle souhaite que la phrase « Mme TRONCA propose que... » soit remplacée par « La Ville de Paris procède à une opération de ... ».

Cela paraît justifié et plus exact à M. LEGARET, qui demande à M. le Directeur général des services de soumettre la phrase ainsi rectifiée à Mme TRONCA.

M. LEGARET met aux voix le procès-verbal, qui est adopté à l'unanimité, sous la condition de la correction demandée par Mme Catherine TRONCA.

Désignation des élus dans diverses instances du 1er Arrondissement

M. Jean-François LEGARET propose ensuite de procéder à un certain nombre de désignations, dont la liste a été communiquée aux Conseillers.

Il s'agit de désigner Mme Françoise FILOCHE pour remplacer M. SAIAG dans les organismes où il était désigné.

M. LEGARET propose d'adopter cette proposition à main levée, ce que le Conseil accepte à l'unanimité.

Il met aux voix cette délibération, qui est adoptée à l'unanimité.

Recours à la procédure d'urgence pour l'examen du projet de délibération 2015 DAC 658

M. Jean-François LEGARET indique que cette délibération concerne la convention d'occupation du domaine public avec l'association La Place, centre culturel hip-hop.

Pour l'examiner, le Conseil d'arrondissement doit être consulté au titre de la procédure d'urgence, car cette délibération est arrivée hors délais.

Le Conseil d'arrondissement refuse le recours à la procédure d'urgence pour l'examen du projet de délibération 2015 DAC 658, par 8 voix Contre (M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE). M. LEGARET ne prend pas part au vote du fait de sa qualité d'administrateur de l'association concernée par ce projet de délibération, et indique qu'il souhaite que cette délibération soit reportée à la séance prochaine du 1er février.

Délibération 2015 DAC 649 - Plaque commémorative en hommage à Rafael Padilla dit le "clown Chocolat" 251 rue Saint-Honoré (1^{er}).

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR qui rapporte ce projet de délibération.

Mme Catherine SALVADOR propose l'installation d'une plaque commémorative en hommage à Rafael Padilla, dit le « clown chocolat ».

Elle rappelle qu'un film de Roschdy ZEM intitulé *Chocolat* va sortir au printemps prochain avec Omar SY dans le rôle principal. Padilla, d'origine cubaine, est né au 19^{ème} siècle, issu d'une famille d'esclaves dont il s'est enfui. Il a été recueilli par un clown qui en a fait son domestique puis son partenaire dans ses numéros de cirque, où il s'est distingué par ses talents d'artiste et de danseur. Il est arrivé à Paris en 1886. C'est le public français qui l'a surnommé le « clown Chocolat ». Ici, à Paris, il est devenu le partenaire d'un autre clown, George Footit, un Anglais avec qui il a formé d'abord au cirque Medrano puis aux Folies bergères le fameux numéro « Footit et Chocolat ». Ce fut au début du siècle un succès retentissant dans tous les lieux de spectacle de la capitale, avec un comique fondé sur le stéréotype du clown blanc affichant sa supériorité face à un clown nègre, Padilla, à qui on affligeait des coups et beaucoup de claques. Ce duo est à l'origine de la comédie clownesque, associant le clown blanc et l'auguste.

Rafael Padilla fut une véritable star de la scène parisienne jusqu'en 1910, mais surtout il fut le premier artiste noir reconnu. Il a côtoyé Toulouse-Lautrec, qui en a laissé quelques lithographies, les frères Lumière, dont il reste des images muettes que chacun peut aller voir sur internet, Cocteau, Debussy qui a écrit une pièce appelée *Le petit nègre*. On dit même que l'expression « être chocolat » vient de lui. Hélas, la vie de ce clown s'est mal terminée. Il est mort dans la misère à Bordeaux et est enterré dans un cimetière d'indigents.

Aujourd'hui, il est proposé, sous réserve de l'accord du propriétaire de l'immeuble, d'apposer une plaque commémorative en hommage à Rafael Padilla, dit le « clown Chocolat », sur la façade de l'immeuble du 251 rue Saint-Honoré, là où se trouve actuellement l'hôtel Mandarin Oriental. C'est à cette adresse que se trouvait la salle Le Nouveau Cirque, où le clown Chocolat a joué de nombreuses années. Le texte proposé pour la plaque est le suivant : « Ici, au Nouveau Cirque, Rafael Padilla, dit le clown Chocolat (vers 1858-1917), né esclave à Cuba, et George Footit (1864-1921) ont inventé la comédie clownesque, associant le clown blanc et l'auguste. »

Mme Catherine MATHON note le destin hors-du-commun de cette personne et s'étonne de la simultanéité de la demande de cette plaque commémorative avec le tournage du film biographique.

Mme SALVADOR rend hommage à la France qui fut l'un des premiers pays à l'époque à reconnaître un artiste noir.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis favorable à l'unanimité sur le projet de délibération 2015 DAC 649.

Mme Françoise FILOCHE profite de cette délibération pour rappeler qu'une plaque commémorative en hommage à Jean-Jacques Rousseau avait aussi été proposée. Elle demande où en est ce projet.

M. Jean-François LEGARET indique qu'après de nombreuses demandes infructueuses auprès de l'Hôtel de Ville, il avait demandé à ce que le cabinet de M. JULLIARD, en tant qu'adjoint chargé de la culture, propose une date. Son cabinet a proposé récemment de faire cette inauguration à une date à la convenance du Conseil d'arrondissement, c'est-à-dire sans participation de l'exécutif parisien. M. LEGARET n'a pas souhaité faire cette inauguration pendant la période électorale, mais prend l'engagement de proposer dès le début du mois de janvier de fixer une date.

Mme MATHON rappelle qu'il s'agissait d'une demande d'un Conseil de quartier. La copropriété est donc d'accord puisque co-demandeuse. Mme MATHON estime que c'est une bonne nouvelle que la plaque soit posée.

M. Jean-François LEGARET pense que cette plaque a déjà été réalisée et stockée à la direction des affaires culturelles, et ajoute que si tel n'était pas le cas, la fabriquer ne prendrait pas beaucoup de temps.

Délibération 2015 DAC 659 - Convention relative à l'occupation du domaine public par l'établissement public local Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (1^{er})

M. Jean-François LEGARET rapporte ce projet de délibération.

Il indique que cette association, connue sous le nom de M.P.A.A., fait partie des projets intégrés dans le projet des Halles. Un local important de la Canopée a été conçu et aménagé pour servir d'implantation à la M.P.A.A. Ces locaux dévolus à cette association représentent une surface de 904 m², comprenant notamment cinq studios de répétition, des locaux administratifs, des lieux dédiés au stockage. Il s'agit d'y accueillir des activités musicales, chorégraphiques ou théâtrales. Il y aura dans ce projet un partenariat avec la Place, institution mentionnée précédemment et dédiée aux musiques urbaines. Il y aura également un partenariat avec le Conservatoire du Centre. Ces trois institutions cohabiteront sous le même toit de la Canopée.

La M.P.A.A. accueillera également les locaux du siège administratif de l'établissement public, qui est actuellement logé de manière insatisfaisante à l'auditorium Saint-Germain, dans le 6^e arrondissement. C'est une équipe composée actuellement d'une dizaine d'agents. Une subvention d'investissement de 420 000 € a déjà été votée par le Conseil de Paris en novembre dernier.

Il s'agit désormais de signer la convention qui porte sur l'autorisation d'occuper les volumes, relevant donc du domaine public, dont la valeur locative est estimée à 449 000 € par an. Il y aura en contrepartie une redevance symbolique de 1 200 € annuels. En découle une aide indirecte de l'ordre de 447 800 €. La convention, qui entrera en vigueur dès la remise des clefs prévue début 2016, est prévue pour une durée de quatre ans et sera renouvelable.

M. Jean-François LEGARET propose de donner un avis favorable à cette délibération.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis favorable à l'unanimité sur ce projet de délibération.

Délibération 2015 DDEEES 268 - Vital Quartier 1 - Concession publique d'aménagement et de développement économique - Avenant n°6.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI qui rapporte ce projet de délibération.

M. Marc MUTTI précise qu'il s'agit d'une délibération technique et administrative. La Ville de Paris a confié en 2004 à la SEMAEST le soin de mettre en place sur la capitale un dispositif, Vital Quartier 1, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement et de développement économique. Il s'agit, sur six secteurs prioritaires, de se battre contre la monoactivité commerciale. Le 1^{er} arrondissement a été très peu concerné par ce dispositif, qui s'arrête d'ailleurs au 31 décembre 2015.

La SEMAEST, durant ces 10 ans, est intervenue sur 300 locaux commerciaux, pour un total d'environ 35 000 m². Pour mener à bien sa mission, la Ville de Paris a versé à la SEMAEST, sous forme d'avance remboursable, 57,5 M€, et lui a délégué des droits de préemption urbaine. Au 31 décembre 2015, il se trouve que la S.E.M.A.E.S.T n'a pas complètement terminé sa mission. Il lui reste encore, sur l'est parisien, trois secteurs à terminer. C'est le but de cet avenant n°6 qui va permettre un rééchelonnement du remboursement de l'avance faite par la Ville de Paris pour finaliser ces dernières cessions.

Ce dispositif Vital Quartier va perdurer au-delà de 2015 grâce à différents dispositifs, soit par revente de la SEMAEST à son occupant du fonds de commerce, soit par la cession à la foncière Paris Commerces, qui est une filiale de la SEMAEST, de ces fonds de commerce invendus.

Cet avenant a pour vocation donc de rééchelonner le remboursement, de manière à ce que le plan Vital Quartier 1 puisse se terminer début 2016. M. MUTTI profite de l'occasion pour annoncer qu'après ce plan Vital Quartier 1, va se mettre en place un contrat de revitalisation commerciale et artisanale, qui peu ou prou

reprendra les mêmes missions, avec un opérateur qui sera défini par appel d'offre européen. Cette fois-ci, l'opérateur désigné aura totale latitude pour exercer son droit de préemption urbain. L'A.P.U.R., l'Agence Parisienne d'Urbanisme, avait défini avec les Mairies d'arrondissement un cadre géographique dans lequel doit s'exercer une concertation. C'est-à-dire que chaque arrondissement pourra définir en concertation l'intervention de l'opérateur désigné par la Ville, de manière à revitaliser la vie commerciale en faisant revenir, par droit de préemption s'il le faut, des commerces de proximité.

M. LEGARET et M. MUTTI ont rencontré l'A.P.U.R. et ont souhaité que le cadre de référence géographique d'intervention du futur opérateur soit le grand est de l'arrondissement, avec un secteur allant de la rue de Rivoli au sud à la rue Etienne Marcel au nord, avec le boulevard Sébastopol à l'est. C'est un paradoxe, car il s'agit de la zone la plus peuplée de l'arrondissement tout en étant celle qui possède le moins de commerces de proximité.

La concertation va se faire en 3 étapes. La première par une réunion en Mairie d'arrondissement avec les associations de riverains, les riverains et les élus au mois de janvier. Cela sera suivi par des additifs et des espaces dédiés sur le site paris.fr qui permettront aux habitants de l'arrondissement de donner leurs idées. Une restitution sera faite afin de bien cadrer cette zone de revitalisation urbaine.

Mme Catherine MATHON confirme que Vital Quartier 1 a très peu profité au 1^{er} arrondissement. Elle se demande si, à l'occasion de ce choix d'un nouvel opérateur, le 1^{er} arrondissement pourra bénéficier de nouvelles mesures.

M. Marc MUTTI précise que le nouvel opérateur bénéficiera de 37,5 M€ pour mener à bien sa mission. Il note que cela sera suivi de très près, se méfiant un peu de la mission de concertation, sans être non plus trop pessimiste. Il faudra bien faire passer les messages dès le mois de janvier.

M. Jean-François LEGARET convient que des espoirs plus ambitieux avaient été fondés sur l'efficacité du dispositif, tout en maintenant un avis positif sur le dispositif en lui-même. Il juge ce dispositif utile pour lutter contre des phénomènes envahissants de monoactivité. Il est vrai que le 1^{er} arrondissement n'a connu qu'un exemple, sur un local d'une dimension dérisoire de 18 m². Un vœu avait été déposé par Seybah DAGOMA et voté à l'unanimité par le Conseil d'arrondissement, concernant la monoactivité des commerces d'origine asiatique dans le secteur de la rue Thérèse et de la rue Sainte-Anne. Il y eut une intervention et le dispositif fut mis en place pour un résultat nul. Aucune opération ne s'est inscrite dans le cadre de ce dispositif. M. LEGARET convient que la situation est difficile, les transactions immobilières intéressant ce type de commerçants s'effectuant avec beaucoup d'habileté et de discrétion. Mais, malgré ces déceptions, il répète que le dispositif mérite d'être soutenu, en espérant avoir un regain d'activité sur le secteur du 1^{er} arrondissement.

Mme Catherine MATHON rappelle que le vœu évoqué était à l'initiative de Seybah DAGOMA et d'Antoine BARTH. Il s'agissait d'une initiative commune.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis favorable l'unanimité.

Délibération 2015 DVD 129 - Nouveau règlement de voirie de la Ville de Paris – Approbation

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE qui rapporte ce projet de délibération.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE annonce que ce projet de délibération a pour objet l'approbation du nouveau règlement de voirie de la Ville de Paris, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2016. Le document de voirie est le document fondateur des principes d'intervention et d'occupation sur le domaine public routier. Il fixe les modalités d'exécution des travaux de renforcement, de réfection provisoire et de réfection définitive. L'actuel règlement de voirie date de 1999.

Pour la Mairie de Paris, trois raisons motivent sa révision :

- Acter le fait que la Maire de Paris détermine dorénavant les règles de circulation et de stationnement sur tous les axes de la capitale ;
- Prendre en considération les problématiques de traitement de l'amiante se trouvant dans les chaussées ;
- Réformer les comptes de tiers.

Au-delà des problématiques du traitement de l'amiante, qui doublent les délais et les coûts d'intervention, de l'information des riverains qui peut être améliorée, et du maintien de l'accessibilité P.M.R. et poussettes lors des chantiers qui n'est pas toujours satisfaisante, M. MARTIN-LALANDE concentre ses réserves sur la suppression des comptes de tiers :

Jusqu'à présent, un certain nombre de tâches réalisées avant, après, et pendant les travaux sur voirie ont été assumées par la Ville de Paris, mais aux frais des concessionnaires via un compte travaux alimenté par eux, appelé "compte de tiers". Ces tâches concernent les travaux préparatoires, la signalisation, la reprise des chaussées et des trottoirs. Le nouveau règlement de voirie prévoit que ces tâches seront dorénavant assumées directement par les concessionnaires.

Or, cette externalisation va, selon M. MARTIN-LALANDE, poser des problèmes d'organisation et de qualité du travail. Elle compliquera d'abord la coordination des travaux des concessionnaires, assurée habituellement par les Sections territoriales de voirie. Elle reviendra ensuite à confier à des concessionnaires la réalisation de tâches qui ne relèvent pas de leurs compétences premières. Cette externalisation amoindra enfin les capacités de contrôle et de sanction des Sections territoriales de voirie sur la qualité des travaux réalisés.

En fait, cette révision du règlement de voirie donne une nouvelle fois à M. MARTIN-LALANDE le sentiment que la Maire de Paris néglige l'essentiel en continuant notamment de réduire le budget consacré à la voirie tout en s'activant sur l'accessoire en multipliant les opérations événementielles et de communication, comme l'opération « Parking Day ».

M. MARTIN-LALANDE cite pour mémoire, dans le 1^{er} arrondissement, la dégradation de l'état des chaussées et des trottoirs, cause directe de nombreuses chutes signalées ces derniers mois, et ce malgré le grand professionnalisme de l'équipe de la 1^{ère} Section territoriale de voirie. M. MARTIN-LALANDE estime qu'en renonçant au contrôle de la Ville sur l'espace public municipal, la Maire de Paris se résigne ainsi à une nouvelle atteinte à la qualité de la voirie, dégradant un peu plus le service rendu aux Parisiens, notamment en termes de sécurité des piétons.

Pour toutes ces raisons, M. MARTIN-LALANDE propose de rendre un avis défavorable à ce projet de délibération.

Mme Catherine MATHON rappelle qu'en 2008, une fois élue, elle s'est occupée des Conseils de quartier où la délégation était plus générale, appelée "vie des quartiers". Pour cette raison, les habitants l'appelaient dès qu'ils rencontraient un problème. Très souvent, il s'agissait d'un trou dans la chaussée ou le trottoir. Elle relayait immédiatement et les travaux étaient effectués de façon très rapide. Elle estime que la situation s'est dégradée petit à petit, les travaux ne pouvant plus être faits, faute de moyens.

Mme Josy POSINE indique que, voilà trois semaines, une dame a été blessée à cause d'un trou. Elle a dû être transportée à l'hôpital dans un état sérieux.

Mme Catherine TRONCA entend ce qui est dit, mais note que l'intérêt de cette proposition réside dans le fait que les remises en état du domaine public après un chantier seraient plus rapides. 60 % du temps de travail des concessionnaires en fin de travaux consiste à se faire payer et dans les charges administratives. Avec ce nouvel engagement, ils pourront se concentrer sur des missions plus réelles et sur l'exécution des travaux.

M. Jean-François LEGARET affirme que ce n'est pas le sentiment donné. Aujourd'hui, tout est en train de se recentraliser, et il faudra tout faire remonter au niveau de l'Hôtel de Ville. Il souligne qu'il existe aujourd'hui une tendance forte de la Maire de Paris, en contradiction avec les déclarations qu'elle avait faites qui disaient qu'elle donnerait plus de pouvoirs aux arrondissements. Elle veut maintenant fusionner les caisses des écoles des 20 arrondissements, centraliser aussi la voirie donc, les pouvoirs de police, et souhaite même revoir la carte des arrondissements de Paris avec l'intention déclarée de supprimer le 1^{er} arrondissement.

M. LEGARET est surpris par tout cela. Il note que les projets de Mme HIDALGO depuis qu'elle est Maire consistent à revoir le statut administratif et politique de la Ville pour s'accaparer les pleins pouvoirs. Il estime que cela est très loin de la préoccupation des habitants de Paris. La conviction profonde de M. LEGARET est qu'aujourd'hui, la démocratie doit être la démocratie de proximité. C'est la définition qu'en donnent les Français et les Parisiens. Tout ce qui va vers une recentralisation est en contradiction complète avec cette notion de proximité. Il ajoute que le règlement de voirie n'est pas un cas isolé et que tout tourne autour de cette obsession de recentralisation des pouvoirs. M. LEGARET affirme avoir l'intention de se mobiliser.

Mme Catherine TRONCA trouve un peu abusif de prendre cet exemple de compte de tiers pour parler de recentralisation. Elle ne trouve pas illogique que, dorénavant, les intervenants fassent les travaux de A à Z, plutôt que la Ville, qui de plus était remboursée très tardivement, voire jamais. Il s'agit selon elle plutôt d'une amélioration pour les finances de tous les Parisiens.

M. MARTIN-LALANDE ajoute qu'objectivement, la voirie est quelque chose de très important qui relève du régalien municipal. Vouloir l'externaliser est assez surprenant, notamment de la part d'une élue socialiste dont on pourrait penser qu'elle serait plus interventionniste que d'autres. Il rappelle que ce qui est proposé dans cette délibération a été mis en œuvre à Lyon depuis plusieurs années. Le système a tellement bien fonctionné en termes de qualité et d'organisation des travaux de voirie que le Maire de Lyon, M. Gérard COLLOMB, s'apprête à adopter l'actuel système parisien. Les élus lyonnais abandonnent donc ce que la Maire de Paris propose pour adopter le système parisien actuel, via le compte de tiers. M. MARTIN-LALANDE fait remarquer aussi que les concessionnaires évoqués répondent à des logiques qui ne sont pas forcément des logiques de service public. Il y a donc des craintes à avoir en termes de qualité et de coordination si on laisse la main aux seuls concessionnaires.

M. Emmanuel CALDAGUÈS est d'accord avec M. MARTIN-LALANDE à propos du pouvoir régalien de la Ville. Il estime que la Maire de Paris se déresponsabilise de ce pouvoir, et qu'une Ville comme Paris doit assumer la totalité de ses responsabilités de voirie et ne pas les dégager sur d'autres entreprises ou organismes qui auront sûrement une moins grande célérité à refaire les travaux. Il constate une déresponsabilisation dans les domaines de compétences (voirie, propreté) et, par ailleurs, une tentative claire de récupérer des pouvoirs dans un certain nombre de domaines qui ne sont pas des pouvoirs naturels d'un exécutif municipal, notamment sur les écoles avec la réforme des rythmes scolaires. M. CALDAGUÈS ne comprend pas cette politique et s'inquiète des prises de pouvoir en train de se dérouler.

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération, qui reçoit un avis défavorable par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

Communication de M. Marc MUTTI sur les Investissements d'intérêt local du 1^{er} Arrondissement pour l'année 2016.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI pour cette Communication.

M. Marc MUTTI explique que la Charte des arrondissements, adoptée en 2010, impose aux Conseils d'arrondissement, avant le Conseil de Paris, une présentation sur l'ensemble des investissements localisés concernant l'arrondissement concerné. Il rappelle que les I.L. (Investissements Localisés) ne doivent pas être confondus avec la dotation d'investissement de l'Etat spécial. Ces I.L. comprennent des autorisations de

programmes, de projets ou de plans pour essentiellement des opérations de constructions d'équipements neufs ou de restructurations lourdes.

Pour 2016, au titre de ces autorisations de programmes, M. le Maire avait demandé par exemple à Mme la Maire de Paris la rénovation du système de production de la centrale d'air du gymnase Berlioux, dont 120 000 € étaient à l'arbitrage de la Ville. M. MUTTI souhaite rapporter les propos de Mme HIDALGO concernant cet équipement structurant : elle a considéré en l'espèce que cette demande n'était pas une priorité. De plus, M. MUTTI rappelle que M. le Maire avait aussi demandé pour la quatrième fois que l'agrandissement de l'école Saint-Germain l'Auxerrois soit porté au titre de la Ville par des investissements localisés. Mme la Maire n'a même pas répondu.

M. MUTTI ouvre une parenthèse pour signaler que la Mairie de Paris avait annoncé au Conseil d'arrondissement que l'église Notre-Dame de l'Assomption pouvait bénéficier, au titre des I.L., de 1 M€ pour sa rénovation. Il rappelle que la rénovation de cette église va être entièrement financée par du mécénat privé.

M. MUTTI revient sur la Communication sur les investissements d'intérêt local (I.I.L.), qui comprennent 2 enveloppes : Espace public et Equipements de proximité. Ces 2 enveloppes ne sont pas fongibles. Il rappelle que, si le Maire d'arrondissement fixe des priorités sur les I.L., c'est lui qui décide des travaux à réaliser sur ces enveloppes I.I.L.

En 2016, les I.I.L. se verront prélevés au titre du Budget participatif de 5%, soit 52 550 € qui viendront financer les projets élus par les Parisiens. Cette somme est abondée du même montant par la Ville de Paris. Cela fait un total de 517 550 € et de 482 950 € pour ces deux enveloppes.

Sur la partie Espace public, le fait notable est la végétalisation et l'aménagement de la rue du Pélican, qui va bénéficier d'une part du financement I.I.L. et d'un abondement lié au Budget participatif, pour un total de 207 750 €.

Au sein de l'enveloppe Equipements de proximité, il est à noter la réfection de la Mairie d'arrondissement (les parties communes du 2^{ème} étages) à hauteur de 170 000 € et les travaux de modernisation et de restructuration des crèches Rambuteau et Saint-Roch à hauteur de 180 000 €.

M. MUTTI profite de cette occasion pour faire un point sur la sécurité des équipements de proximité. Il souhaite porter l'attention sur les efforts de la Mairie en termes de sécurité, notamment sur les établissements scolaires. Il évoque la fourniture d'un visiophone au lycée Pierre Lescot. Il rappelle que les I.I.L. ont permis de financer ce type de matériels pour toutes les écoles primaires. Enfin, à la demande du Maire d'arrondissement, la D.A.S.C.O. a équipé de caméras et de visiophones la crèche Saint-Roch et la halte-garderie attenante.

M. Jean-François LEGARET indique que, suite à la vague d'attentats du vendredi 13, les Maires d'arrondissement ont été réunis avec les Directeurs généraux des services de nombreuses fois pour faire le point sur la situation dans la cellule de crise. Un état de veille et une grande responsabilité ont été partagés par les services de la Ville et les arrondissements. La Maire de Paris a annoncé que, pour renforcer la sécurité des écoles et des crèches, elle allait demander que soit menée une étude et que soient dégagés des financements pour équiper les établissements scolaires et les crèches de visiophones.

M. LEGARET note que cet effort ne sera pas à faire dans le 1^{er} arrondissement, puisque la totalité de cet équipement a été effectué au cours de l'été dernier, à la suite d'ailleurs des attentats de janvier dernier. Cela a été financé sur la petite dotation d'investissement de l'arrondissement. Toutes les écoles ont été équipées. Reste simplement le collège Poquelin. Le même effort a été fait sur les établissements de petite enfance.

De nouvelles procédures ont été mises en place dans le cadre de cette vigilance, avec une présence renforcée de la police et de l'armée. Le Préfet de police, en liaison avec le Gouverneur de Paris, a mis en oeuvre le schéma de patrouille des militaires sur Paris. M. LEGARET indique avoir demandé une présence visible dans le périmètre des écoles et des crèches pendant les heures d'entrées et de sorties. Il ne peut pas y avoir d'équipages de police ou de soldats devant chaque établissement. C'est matériellement impossible.

Ceci dit, à l'échelle du 1^{er} arrondissement il y a des forces à proximité immédiate. M. LEGARET indique aussi avoir eu plusieurs réunions approfondies depuis les attentats avec Mme la Commissaire centrale du 1^{er} arrondissement, qui fait preuve de beaucoup d'écoute et de responsabilité. Il atteste la bonne volonté et le professionnalisme de la part des responsables de la sécurité dans le 1^{er} arrondissement.

Candidature au Conseil de quartier "Saint-Germain-l'Auxerrois"

M. Jean-François LEGARET indique avoir reçu la candidature de Mme Danièle GRIMAUD pour le Conseil de quartier "Saint-Germain-l'Auxerrois". Le Conseil valide cette candidature.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Maire du 1^{er} Arrondissement lève la séance du Conseil d'Arrondissement. Il annonce que la prochaine séance du Conseil d'arrondissement aura lieu le 1^{er} février.

* * * * *

La séance est levée à 19h32

* * * * *

M. Jean-François LEGARET donne la parole au public.

A l'occasion de la dernière séance de l'année 2015, M. LE GARREC aurait aimé faire un point sur les choses que le Conseil d'arrondissement avait dit effectuer durant l'année et qui n'ont pas encore été faites, notamment sur les C.I.C.A à organiser sur les thèmes du et des Marchés. Il lui semble important pour le logement de discuter avec les locataires de certains immeubles de logements sociaux. Il s'y passe des choses de temps en temps, et il serait bon d'avoir un dialogue avec les différents responsables de manière assez régulière pour voir si les choses évoluent.

M. LE GARREC évoque aussi une réunion globale des Conseils de quartier afin de parler investissements, car, selon lui, les Conseils de quartier n'utilisent pas les fonds d'investissements.

Il souhaite aussi revenir sur le sujet de Vital Quartier. Il rappelle qu'existait la possibilité d'avoir une boutique ouverte au 58 rue Saint-Denis. Maintenant, c'est une boutique de chicha, et M. LE GARREC trouve cela extravagant que la Ville de Paris ait autorisé un bailleur social à ouvrir 140 m² de chichas rue Saint-Denis. Il souhaiterait que ce commerce cesse et que la société Elopie qui en a fait le choix en subisse les conséquences. Il s'énerve, car ce sujet a été abordé voilà plus d'un an sans que rien ne change.

De plus, M. LE GARREC a appris que, rue de la Cossonnerie, un habitant est allé porter plainte car les personnes travaillant de chaque côté de cette rue ont envahi totalement les lieux, de telle sorte qu'on ne peut plus passer au milieu. Il a cru comprendre que la Commissaire principale va diligenter des agents de façon à dresser des procès-verbaux à l'encontre des marchands de chaque côté qui empiètent de plus en plus sur cette rue. Il souhaiterait que quelque chose se passe, car il a cru comprendre que cela se serait un peu disputé – pour ne pas dire plus. Il serait embêtant que des habitants de cette rue aient des problèmes physiques, car certains commerçants du rez-de-chaussée utilisent des droits qu'ils n'ont pas.

M. Jean-François LEGARET précise que, sur les C.I.C.A., le Conseil s'attache à faire entrer en application ce qui a été dit. Une demande a été faite en priorité à Mme POLSKI, Adjointe à la Maire de Paris, pour qu'un C.I.C.A. soit organisé en début d'année 2016. Des propositions de dates ont été faites aujourd'hui. Ce C.I.C.A. sera organisé autour de la vie économique dans le 1^{er} arrondissement, et il y aura un retour sur la question des délégations de service public sur les marchés, sur lesquels M. LEGARET rappelle qu'il n'est pas satisfait.

Le projet lancé il y a longtemps de proposer un marché supplémentaire dans le périmètre de l'avenue Victoria sera aussi discuté. Des commerçants pourraient être intéressés, et ce marché pourrait être organisé

sans créer de complications, de par la configuration de la voirie de l'avenue Victoria. Il espère en tous les cas que cette réunion du C.I.C.A. sera dense et intense, d'abord parce que les représentants des associations poseront les bonnes questions. M. LEGARET s'estime favorable au principe de faire un C.I.C.A. régulier, sur les questions du logement. M. BROSSAT sera invité et toutes les questions pourront lui être posées.

M. LEGARET indique qu'il ne peut que se joindre à la protestation de M. LE GARREC sur la question du bar à chichas. Il lui est aussi arrivé de s'animer sur ce sujet, car il considère cela comme totalement irresponsable, voire insensé. Les représentants d'Elogie lui ont expliqué avec un certain embarras qu'ils s'étaient un peu fait « avoir ». Il estime que la Mairie de Paris devrait en tirer les conséquences.

A propos de l'envahissement de la rue de la Cossonnerie, M. LEGARET n'est pas informé aujourd'hui d'une aggravation spectaculaire, même s'il admet que la situation n'est de toute façon pas satisfaisante. Il regrette que les agents de la Ville de Paris soient en nombre insuffisant et aurait préféré que plus de monde soit affecté à ces tâches de verbalisation. Mais il ajoute que quelque chose sera fait.

M. LE GARREC indique bien connaître l'immeuble contenant le bar à chichas, vu qu'il a dû le récupérer lorsqu'il était président de la S.E.M. Il rappelle, pour que tout le monde le sache, que le gestionnaire de cet immeuble n'a jamais payé de loyer (il y avait 2 millions de francs de retards de loyers). Cet immeuble a été récupéré. M. LE GARREC a posé la question à Mme POLSKI, car il a un ancien souvenir de Vital Quartier où, quand des immeubles gérés par la Ville étaient disponibles dans des endroits gérés par Vital Quartier, il était logique que les questions soient posées à l'adjointe au commerce. Mme POLSKI lui avait répondu que la question ne lui avait pas été posée pour des raisons qu'elle ignorait. Vital Quartier aurait dû savoir qu'il existait ce rez-de-chaussée de 140 m² disponible dans cet endroit. M. LE GARREC en reparle car cela lui semble symptomatique de quelque chose qui n'a pas fonctionné alors qu'il le devrait.

Sur la rue de la Cossonnerie, M. LE GARREC invite les élus et M. le Maire à aller vérifier rapidement ce qu'il s'y passe. Il estime que, quand on s'attaque tôt à certains problèmes, il y a une plus grande chance de les régler pour que les gens ne prennent pas d'habitudes. Il existe un vrai souci dans cette rue. Il rappelle de plus qu'il s'agit tout de même de l'entrée principale de la Canopée, qui va bientôt ouvrir ses portes.

M. le Maire remercie M. LE GARREC pour ce signalement et indique qu'il va aller voir et demander que des interventions se fassent au vu des constatations effectuées. Il va de soi qu'il ne faut pas laisser des situations irrégulières s'installer.

Mme Catherine MATHON répond qu'il pourrait être envisageable de réunir les 4 Conseils de quartier autour des investissements, mais qu'elle a quelques remarques cependant à formuler sur cette question : elle souligne – une fois de plus – que la dotation d'investissement mise à disposition des Conseils de quartier a un taux d'exécution très faible, mais elle pense que ce n'est pas par manque d'informations. A chaque fois, les Conseils de quartier sont incités, informés de ces investissements, avec des exemples donnés.

De plus, elle remercie M. MOREL qui est plusieurs fois venu devant les membres des Conseils de quartier pour donner un véritable cours de droit public et budgétaire, afin de fournir toutes les explications et répondre aux questions. Mme MATHON estime qu'on peut organiser une réunion de tous les Conseils, mais que ceux-ci ont donc déjà eu une information de M. le Directeur général des services.

La seconde remarque de Mme MATHON est que, par définition, chaque Conseil de quartier est très attaché à son périmètre et au fait que chaque dotation d'investissement reste attachée aux habitants de ce périmètre. Afin qu'il y ait un investissement mutualisé, il faudrait vraiment trouver un bien qui satisfasse tous les habitants. Cela devient un peu plus difficile. Mme MATHON n'arrive pas en fait à trouver la finalité d'une réunion commune, même si, sur le principe, elle est tout à fait d'accord. Elle estime que, pour inciter les personnes à venir, il faut que l'ordre du jour soit attractif.

M. Jean-François LEGARET précise qu'il a une règle, depuis plusieurs années, qui est que les Conseils de quartier se gèrent librement. Mme MATHON est très présente et en assure la coordination. Si les Conseils de quartier, dans leur libre administration, souhaitent faire des réunions mutualisées, c'est à eux d'en exprimer le désir. Rien ne s'oppose à ce que cela se passe ainsi.

Mme Catherine MATHON ajoute qu'elle n'a pas d'autres demandes de ce type des Conseils de Saint-Germain l'Auxerrois, de Vendôme ou de Palais royal.

Une personne représentant le G.E.M. (Groupe d'Entraide Mutuelle) "Connexion Plus" souhaite intervenir au sujet de la Maison des Pratiques Amateurs. Il estime que leurs locaux sont particulièrement étroits. Il voudrait savoir si, par la suite, auprès de la Maison des Pratiques Amateurs, il serait possible de décentraliser par exemple l'atelier d'aquarelle, de photo, d'écriture ou de bureautique. Il indique que de plus en plus de personnes viennent et que la place disponible produit de grandes difficultés. Il a aussi entendu, lors d'une autre réunion, que cela était payant et souhaiterait une réponse sur ce sujet.

M. Jean-François LEGARET note que cette demande est légitime, même si ce n'est pas à lui qu'il appartient de répondre. Il promet de répercuter cette demande auprès de la M.P.A.A. afin de leur demander s'ils peuvent accueillir. C'est dans la vocation de cet équipement qui va bénéficier de locaux importants. Il propose à M. X de le saisir de manière directe avec des demandes très précises en termes d'occupation, de périodicité et de superficie des salles, de manière à ce que la M.P.A.A. puisse être interrogée. Et cette demande légitime sera appuyée.

M. LE GARREC pose une question à propos de la Bibliothèque du Louvre, installée au rez-de-chaussée de la Mairie, qui va fermer ses portes à la fin de l'année 2015.

M. Jean-François LEGARET le regrette beaucoup et a tenté de se battre contre cette fermeture. Il lui a été répondu qu'elle n'était plus nécessaire du fait de l'ouverture en 2016 de la Médiathèque de la Canopée. M. LEGARET le regrette, car il s'agissait vraiment d'une bibliothèque de proximité avec un lectorat très fidèle.

Il y a cette bibliothèque et aussi les locaux occupés par le Tribunal d'instance. La décision a été prise par la Chancellerie de regrouper sur le site des Batignolles la totalité des Tribunaux d'instance de Paris. Là aussi, la proximité y perdra. Il y aura donc dans cette Mairie un peu d'espace à redistribuer. Le problème de la Bibliothèque est qu'il s'agit d'un local difficilement utilisable au titre des normes de sécurité. Il n'y a pas de double accès. Il faudrait percer des murs, mais le classement des façades ne le permet pas. La réutilisation de ce local n'est donc pas très simple. Cela fonctionnait très bien avec la Bibliothèque et M. LEGARET regrette beaucoup que la décision ait été prise contre son avis de la fermer.

Il passe la parole à M. MOREL, Directeur général des Services, qui s'occupe de la restructuration d'un certain nombre de locaux de cette Mairie.

M. MOREL précise que la Ville étudie un Schéma directeur avec tous les arrondissements, notamment dans la perspective du départ des Tribunaux d'instance. Voilà pourquoi il ne peut se prononcer aujourd'hui sur le devenir du Tribunal ou des locaux de la Bibliothèque, à la Mairie du 1^{er}. S'agissant de la Bibliothèque, il ajoute qu'il s'agit d'un grand espace de plus de 170 m² mais qui, du fait qu'il n'a qu'une seule sortie, ne peut contenir que 19 personnes. Cela va être intégré dans la réflexion globale avec la Ville.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il n'y a plus de questions. Il remercie l'assistance et souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année.